



Numéro PPQ/6875

mercredi 2 juillet 2014

## **Les grands titres:**

- Le Secrétaire général condamne le meurtre d'un adolescent palestinien à Jérusalem
- Iraq : la chef de l'humanitaire de l'ONU très inquiète du sort des 1,2 million de déplacés
- L'Envoyée spéciale de l'ONU pour le Sahel conclut sa première visite officielle au Mali
- Afrique de l'Ouest : réunion ministérielle au Ghana pour discuter de la riposte à Ebola - OMS
- Darfour : Ban charge le Secrétariat de l'ONU d'examiner les accusations contre la MINUAD
- Des experts de l'ONU exhortent le Sri Lanka à stopper l'incitation à la haine
- Ban Ki-moon appelle à abolir la peine de mort dans le monde entier

## **Le Secrétaire général condamne le meurtre d'un adolescent palestinien à Jérusalem**



Des enfants palestiniens à Jérusalem-Est.  
Photo UNRWA

**2 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a condamné mercredi le meurtre d'un adolescent palestinien à Jérusalem, deux jours après la découverte des cadavres de trois adolescents israéliens qui avaient été enlevés le 12 juin en Cisjordanie.

M. Ban a appelé « à traduire rapidement en justice les auteurs de cet acte méprisable », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse. « Il présente ses plus sincères condoléances à la famille de la victime. »

« Le Secrétaire général réitère son appel à toutes les parties de garantir que les tensions ne s'aggravent pas davantage, entraînant davantage de pertes en vies humaines », a-t-il ajouté.

Le Coordonnateur des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, a aussi condamné plus tôt ce meurtre.

« Je condamne fermement le meurtre d'un garçon palestinien à Jérusalem. Je rappelle le message du Secrétaire général : il ne peut y avoir aucune justification pour le meurtre délibéré de civils, de n'importe quel civil », a dit M. Serry dans un communiqué de presse.

« Les auteurs de tels actes odieux doivent être traduits en justice. Je demande à toutes les parties de faire tout leur possible pour ne pas exacerber une atmosphère déjà tendue. Nos pensées vont à la famille endeuillée », a-t-il ajouté.

Selon la presse, le jeune Palestinien de 17 ans a été enlevé à Jérusalem-Est et son corps a été découvert plusieurs heures après portant des marques de violences dans la partie ouest de la ville. La radio militaire israélienne a parlé d'« un acte de vengeance présumé ».

De son côté, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient



(UNRWA) a exprimé mercredi sa préoccupation concernant l'augmentation de la violence dans le Territoire palestinien occupé.

« Nous exhortons toutes les parties à un maximum de retenue pour empêcher que la situation ne se détériore davantage », a dit le porte-parole de l'UNRWA, Chris Gunness.

## Iraq : la chef de l'humanitaire de l'ONU très inquiète du sort des 1,2 million de déplacés



**2 juillet** - La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, s'est déclaré mercredi très inquiète de la situation en Iraq où plus de 1,2 million de personnes ont fui leurs maisons et ont besoin de toute urgence d'une assistance humanitaire.

« Alors que la situation sécuritaire continue de s'aggraver, je suis très préoccupée pour les familles ayant un besoin urgent d'eau, de nourriture, d'abris, de soins médicaux, de sanitaires et de protection contre la violence. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux épidémies et à la malnutrition, qui sont aggravées par les mauvaises conditions et les températures estivales accablantes », a dit Mme Amos dans un communiqué de presse.

Elle a rappelé que les Nations Unies et leurs partenaires faisaient de leur mieux pour soutenir la réponse humanitaire malgré la poursuite des combats dans certains zones et les actuelles contraintes sécuritaires.

« Depuis janvier cette année, nous aidons plus de 560.000 personnes affectées par les combats dans la province d'Anbar. Mais nous avons eu du mal à lever les fonds nécessaires », a dit Mme Amos.

La Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires s'est jointe au Secrétaire général Ban Ki-moon pour remercier le gouvernement d'Arabie Saoudite pour sa contribution de 500 millions de dollars à l'aide humanitaire pour les Iraquiens.

« Cela permettra aux agences humanitaires des Nations Unies de renforcer rapidement nos efforts pour empêcher la propagation des maladies, pour apporter aux familles déplacées de l'eau propre, de la nourriture et des fournitures vitales, et pour fournir aux enfants des suppléments nutritifs », a dit Mme Amos.

## L'Envoyée spéciale de l'ONU pour le Sahel conclut sa première visite officielle au Mali



L'Envoyée spéciale pour le Sahel, Hiroute Guebre Selassie, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Devra Berkowitz

**2 juillet** - Dans le cadre de sa première tournée dans la région du Sahel, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahel, Hiroute Guebre Selassie, a conclu mercredi sa première visite au Mali.

Mme Guebre Selassie qui a pris ses fonctions d'Envoyée Spéciale pour le Sahel le mois de mai dernier, s'est entretenue avec le Président du Mali, Ibrahim Boubacar Keita, sur le rôle important que joue le Mali en tant qu'Etat président de la Plateforme de coordination ministérielle des stratégies pour le Sahel, et sur la situation générale qui prévaut dans la région du Sahel.

L'Envoyée spéciale a insisté sur l'engagement des Nations Unies à continuer à travailler avec les pays de la région et les partenaires, afin d'accélérer le lancement de projets dans le cadre de la Stratégie intégrée des Nations Unies.

Les deux responsables ont aussi discuté de la situation politique et sécuritaire dans la région du Sahel et les efforts

nécessaires de la communauté internationale pour réduire la menace terroriste qui touche le Sahel et les régions avoisinantes.

À cet égard, l'Envoyée spéciale a rappelé la nécessité de coordonner toutes les initiatives existantes au Sahel pour mieux et rapidement répondre aux besoins divers de la région.

Durant sa visite, Mme Guebre Sellassie a également eu des entretiens avec le Premier Ministre du Mali, Moussa Mara, et avec plusieurs ministres ainsi qu'avec d'autres responsables maliens et ceux du système des Nations Unies.

L'Envoyée spéciale devait se rendre mercredi au Niger où elle aura une série d'entretiens avec les autorités du pays.

## Afrique de l'Ouest : réunion ministérielle au Ghana pour discuter de la riposte à Ebola - OMS



**2 juillet** - A l'ouverture d'une réunion ministérielle d'urgence sur le virus Ebola mercredi à Accra, au Ghana, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a de nouveau appelé à des mesures concrètes, multisectorielles, collectives et transfrontalières pour mettre à un terme à la propagation de la maladie en Afrique de l'Ouest.

« Votre leadership est essentiel pour s'assurer que les mesures de prévention et de confinement soient effectivement mises en oeuvre dans vos pays. À cette fin, je tiens à souligner la nécessité de redéployer des ressources humaines et réaffecter des fonds pour faciliter les opérations dans les communautés touchées », a dit le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, Dr Luis Gomes Sambo, devant les ministres de la santé des pays d'Afrique de l'Ouest et d'autres responsables de santé publique.

Le Directeur régional de l'OMS a observé que la poursuite de la propagation du virus Ebola lors de cette épidémie est dans une large mesure associée à certaines pratiques culturelles et croyances traditionnelles qui sont contraires aux recommandations en matière de mesures préventives de santé publique. En outre, les vastes mouvements de personnes à l'intérieur et à travers les frontières ont facilité la propagation rapide de l'infection à travers et dans les trois pays concernés.

L'OMS avait sonné l'alarme la semaine dernière alors que le nombre de décès et de cas de maladie à virus Ébola continue d'augmenter en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et avait estimé que des mesures drastiques étaient nécessaires.

Dr. Sambo a souligné mercredi le besoin impérieux d'informer et d'impliquer les chefs communautaires et religieux ainsi que les leaders d'opinion et d'améliorer la communication entre les gouvernements, les partenaires et les communautés afin de générer des données fiables pour la mise en oeuvre de mesures efficaces et pertinentes. Il a également appelé les chercheurs à combler les lacunes en matière de recherche sur la prévention et le contrôle de la maladie à virus Ebola.

Il a appelé le Président du Ghana, qui est le Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), à aider à mobiliser les ressources financières pour soutenir les communautés et les pays touchés par la maladie à virus Ebola.

La réunion d'Accra doit durer deux jours et vise à se mettre à trouver un accord sur la meilleure façon d'interrompre la transmission du virus Ebola, de réduire l'impact socio-économique de la maladie et de prévenir une nouvelle épidémie à l'avenir.

En mars 2014, la Guinée avait notifié à l'OMS des cas de maladie à virus Ebola. La maladie initialement confinée à la Guinée rurale s'est propagée à Conakry, la capitale de la Guinée, puis en Sierra Leone et au Libéria. Au 1er juillet 2014, un total cumulé de 750 cas avaient été notifiés, pour 455 décès dans les trois pays touchés.

## Darfour : Ban charge le Secrétariat de l'ONU d'examiner les accusations contre la MINUAD



Des enfants au Darfour, au Soudan.  
Photo MINUAD/Albert Gonzalez Farran

**2 juillet** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit mercredi préoccupé par les graves allégations contre la Mission de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) et a chargé le Secrétariat de l'ONU d'examiner ces accusations.

Les allégations portent sur un large éventail de questions, dont la déclaration inexacte de faits sur le terrain au Darfour, des exemples spécifiques de l'incapacité de la MINUAD à protéger les civils et des accusations de mauvaise gestion de la Mission.

« La MINUAD a fait l'objet de plusieurs enquêtes au cours des deux dernières années, qui ont cherché à répondre à la fois aux aspects stratégiques et à des incidents spécifiques liés à la performance de la mission. Le rapport spécial du Secrétaire général du 25 février 2014 donne un aperçu des enjeux stratégiques et de gestion rencontrés par la Mission et du travail effectué au siège des Nations Unies et à la MINUAD pour y remédier », a souligné le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général demeure déterminé à améliorer la performance de la MINUAD et à prendre toutes les mesures nécessaires pour corriger toute faute. Il a chargé le Secrétariat d'examiner les rapports de toutes les enquêtes menées depuis la mi-2012 afin de s'assurer que leurs recommandations ont été mises en oeuvre et que toutes les questions pertinentes ont été pleinement prises en compte », a-t-il ajouté.

« Cet examen, qui sera achevé dans un mois, permettra au Secrétaire général de déterminer ce qui a déjà été fait et quelles mesures correctives doivent être prises si des recommandations restent à mettre en oeuvre », a encore dit le porte-parole.

## Des experts de l'ONU exhortent le Sri Lanka à stopper l'incitation à la haine



**2 juillet** - Trois experts des Nations Unies ont appelé mercredi le Sri Lanka à adopter des mesures urgentes pour faire cesser l'incitation à la haine raciale et confessionnelle et la violence contre les communautés musulmane et chrétienne par des groupes bouddhistes ayant des vues extrémistes, et traduire les auteurs de ces violences en justice.

Plus de 350 attaques violentes contre des musulmans et plus de 150 attaques contre des chrétiens ont été signalées au Sri Lanka au cours des deux dernières années. Les communautés musulmane et chrétienne seraient fréquemment victimes de discours de haine, de discriminations, d'attaques et d'actes de violence à travers le Sri Lanka.

« Cette violence est alimentée par un climat d'impunité au Sri Lanka », a déclaré le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Heiner Bielefeldt. « Cette impunité et la réponse insuffisante des autorités policières et judiciaires pour protéger la vie, la sécurité physique, les biens et les lieux de culte de ces communautés peuvent encourager de nouvelles attaques et un engrenage de la violence. »

M. Bielefeldt a exhorté le Sri Lanka à garantir le droit à la liberté de religion ou de conviction des membres de communautés religieuses minoritaires et d'arrêter toute incitation à la haine raciale et religieuse.

« Le gouvernement doit mettre fin à la violence et mettre en place des mesures de protection urgentes pour assurer la sécurité personnelle de tous les individus appartenant à des communautés religieuses minoritaires vivant dans le pays, » a dit la Rapporteuse spéciale sur les questions de minorités, Rita Izsák. Elle s'est félicitée de l'annonce par le Président de la

nomination d'un panel de haut niveau pour enquêter sur ces incidents.

Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Christof Heyns, a appelé les autorités sri-lankaises à « prendre des mesures urgentes et fermes pour traduire les auteurs de crimes devant la justice, et assurer l'adoption immédiate de mesures de protection robustes. »

## Ban Ki-moon appelle à abolir la peine de mort dans le monde entier



Photo ONU/Martine Perret

**2 juillet** - A l'occasion d'une manifestation organisée mercredi à New York par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et la Mission permanente de l'Italie, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé une nouvelle fois les Etats membres à abolir la peine de mort dans le monde entier.

« Je demande à tous les États de prendre des mesures dans trois domaines critiques », a dit M. Ban dans un discours lors de cette manifestation.

« Tout d'abord, ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort. Deuxièmement, soutenir la résolution sur le moratoire concernant l'utilisation de la peine de mort. Troisièmement, prendre des mesures concrètes en vue d'abolir ou de ne plus pratiquer cette forme de punition », a dit le Secrétaire général.

« La peine de mort n'a pas sa place au 21<sup>ème</sup> siècle. Ensemble, nous pouvons enfin mettre fin à cette pratique cruelle et inhumaine partout dans le monde », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a rappelé les progrès réalisés en la matière. Il y a vingt-cinq ans, seulement un quart des États membres des Nations Unies avaient aboli la peine de mort. Aujourd'hui, plus de quatre pays sur cinq - soit 160 États membres - ont soit aboli la peine de mort ou ne l'applique pas.

« Cependant, je reste très préoccupé par les lacunes en matière de normes internationales des droits de l'homme dans les pays qui appliquent encore la peine de mort », a dit M. Ban. « Je suis particulièrement préoccupé par l'application de la peine de mort pour des infractions qui ne respectent pas le critère de 'crimes les plus graves' en vertu du droit international des droits de l'homme, notamment les infractions liées à la drogue, les actes sexuels consensuels et l'apostasie. »

Le Secrétaire général s'est dit aussi préoccupé par la législation dans 14 États qui autorisent la peine de mort contre des enfants ainsi que le nouveau phénomène de condamnations à la peine de mort de groupes de personnes lors de procès collectifs.